

Montrouge, le 16 septembre 2020

2020 : une rentrée sous haute tension

Cette année, la rentrée dans l'enseignement supérieur est profondément chamboulée par la crise que nous sommes en train de vivre. Cette crise, en premier lieu sanitaire mais qui s'accompagne aujourd'hui d'une crise sociale et économique, a des impacts sur l'enseignement supérieur qui ne sont pas à négliger. Précarité étudiante, diffusion du virus, difficultés d'accès à l'enseignement supérieur... Il faut agir.

Accès à l'enseignement supérieur : des milliers de jeunes encore sans solutions !

Le manque de places dans l'enseignement supérieur n'est pas un sujet nouveau, mais cette année est particulièrement marquée par l'augmentation du taux de réussite au bac en plus de la hausse démographique "habituelle". Alors, l'accès pour chacune et chacun à la formation de son choix est d'autant plus remis en question. Selon les derniers chiffres du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, ce sont encore plusieurs milliers de jeunes qui n'ont aujourd'hui pas de proposition. Au-delà du prolongement de la phase complémentaire, l'accompagnement de ces jeunes doit être renforcé. Cela doit être une priorité et des propositions correspondant à leurs demandes doivent leur être formulées. La FAGE ne pourra accepter que des jeunes se retrouvent sur le bord de la route.

Ce manque de places, aussi récurant soit-il malheureusement, est significatif du manque d'investissement fait dans l'enseignement supérieur depuis des années. Il est urgent de venir investir rapidement et massivement afin de permettre aux établissements de recruter enseignants et personnels et d'augmenter leurs capacités d'accueil de manière significative et dans de bonnes conditions. Les 30 000 places annoncées d'ici à 2022 dans le cadre du plan de relance sont malheureusement insuffisantes au regard de la situation actuelle.

Sécurité sanitaire : donnons les moyens nécessaires aux établissements

Les conséquences de la fermeture des universités ont été lourdes, notamment sur le bien-être et la réussite des étudiant.e.s. Pour rappel, 80% des étudiant.e.s ont décroché.e.s pendant le confinement selon notre sondage réalisé par IPSOS. Il était alors primordial, pour la FAGE, de pouvoir permettre un retour sur les campus. Cependant, cela doit se faire dans des conditions réunies pour garantir la sécurité de toutes et tous. Si la responsabilité individuelle est de mise, la responsabilité des acteurs de l'enseignement supérieur comme le ministère et les établissements le sont tout autant. Force est de constater que depuis la rentrée, les règles de distanciation physique, par exemple, sont peu respectées dans les différents établissements et les masques ne sont toujours pas distribués gratuitement partout.

Ainsi, pour lutter efficacement contre la propagation du virus, la FAGE demande à ce que des moyens d'urgences soient alloués aux établissements pour garantir les règles sanitaires : dédoublement des enseignements pour garantir la distanciation physique, distribution de masques gratuitement, etc. De plus, il faut également faciliter les dépistages en mettant en places des centres de tests à proximité des campus.



international
jeunesse
représentation
fédéralisme
innovation sociale
formation

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Précarité étudiante : une crise qui continue de fragiliser

Depuis le début de la crise sanitaire et notamment du confinement, les étudiant.e.s sont frappé.e.s de plein fouet par une précarité grandissante. Déjà fragilisée avant la crise, la population étudiante fait partie des groupes les plus touchés par la crise économique et sociale que nous sommes en train de traverser. C'est une double peine pour les étudiant.e.s : moins de ressources (peu d'emplois estivaux, difficultés à trouver un job étudiant, des foyers fragilisés, etc.) et un coût de la vie qui continue d'augmenter. Pendant la crise, ce sont 74% d'entre eux qui ont rencontré des difficultés financières et la FAGE a observé une demande d'aide via ses épiceries sociales et solidaires, les AGORAé, en grande augmentation.

Si nous saluons le passage à 1€ du repas en restaurant universitaire pour les boursières et boursiers, l'augmentation des bourses par rapport à l'inflation et le gel des frais d'inscription, il est nécessaire d'aller plus loin. La FAGE demande la mise en place de mesures d'urgence : simplification des demandes d'aides d'urgences et de leur traitement, prise en charge des masques pour toutes et tous, travail sur la tarification du restaurant universitaire pour les non-boursières et non-boursiers, renforcement des aides à la mobilité, etc.

Cependant, il est temps d'agir de manière profonde et durable sur cette problématique. C'est pour cela que la FAGE demande au gouvernement de lancer une véritable réforme de la protection sociale étudiante de façon très urgente.

contacts presse

Samuel Chastagner

Attaché de presse de la FAGE

06 75 33 79 30

samuel.chastagner@fage.org